

Elections locales en Espagne : le Parti populaire s'effondre, Ciudadanos (centre) et Podemos (gauche radicale) percent

La droite reste en tête au niveau national mais devra composer avec la percée de nouvelles forces politiques dans les territoires où se sont déroulées, ce dimanche, les élections municipales et régionales espagnoles.

Une claque, la pire depuis 20 ans. Selon les premières estimations, la droite a remporté les élections régionales et municipales en Espagne, mais a obtenu son pire score depuis 1991, avec seulement 26% des voix. Selon les calculs de El País, le Parti populaire (PP) du chef du gouvernement, Mariano Rajoy, a perdu 2,55 millions de votes par rapport aux précédentes élections, en 2011. Il paie le prix de quatre années de politique d'austérité et de scandales de corruption, qui touchent aussi le Parti socialiste ouvrier (PSOE).

Ce dernier arrive en seconde position, avec 25,5% des voix, mais a aussi perdu 775 000 électeurs depuis 2011.

Ce sont finalement de nouvelles forces qui ont fait une percée lors des scrutins locaux : Podemos qui fait une percée à 20% et le nouveau parti centriste Ciudadanos (10%). Ces élections pourraient donc signer la fin du bipartisme entre PP et PSOE en place depuis 1982, au profit d'un "système à l'italienne" où les alliances seront inévitables.

A Madrid, bastion conservateur depuis 1991 le PP est arrivé en tête du scrutin mais pourrait perdre au profit de l'alliance de gauche "Ahora Madrid" (Maintenant Madrid) soutenue par Podemos.

A Barcelone, deuxième ville d'Espagne, une autre alliance de gauche a obtenu onze sièges, contre dix pour les nationalistes conservateurs de CiU, cinq pour le nouveau parti Ciudadanos (centre droit) et quatre pour le Parti socialiste catalan (PSE).

35 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour renouveler 13 des 17 parlements régionaux (la droite, qui en détenait 10, n'en a assuré que trois hier). Les électeurs devaient aussi choisir 8.122 maires, à commencer par ceux de Madrid, Barcelone et Valence, les trois plus grandes villes du pays, dirigées par le Parti populaire (Madrid et Valence) et les nationalistes conservateurs (Barcelone).